

LA LETTRE D'A.R.G.O.S.

Action pour le Renouveau du Gaullisme La Voix du Gaullisme Social

Décembre 2004 : n° 35

Editorial

Etre gaulliste aujourd'hui

Trente-quatre ans après la mort du général de Gaulle, alors que le mouvement issu du gaullisme politique s'est fondu dans une nébuleuse indéterminée, notre aspiration à poursuivre un combat inspiré par les principes du gaullisme a-t-elle encore un sens ? Ou ne s'agit-il plus que d'une chimère nourrie de nostalgies et de rêves dépassés ? Pour notre part, nous continuons à penser que l'on peut toujours être gaulliste aujourd'hui, sans s'enfermer dans le fétichisme d'un musée, afin de tenter de prolonger, dans la fidélité, l'élan donné à la France par le libérateur du pays et le rénovateur de la République.

Etre gaulliste aujourd'hui, c'est, au milieu des innombrables difficultés que connaissent les personnes, les nations, le monde, garder, envers et contre tout, l'espoir de les surmonter. Sans jamais se résigner à l'échec.

Etre gaulliste aujourd'hui, c'est rester solidaire d'une Histoire qui «vient du fond des âges» avec ses lumières et ses ombres, ses fiertés et ses remords : pourquoi donc s'abandonner à un masochisme permanent, au lieu de tenter, notamment avec l'Algérie nouvelle, de bâtir un avenir en commun ?

Etre gaulliste aujourd'hui, c'est refuser de laisser mutiler l'héritage indivis que De Gaulle a légué aux Français : ainsi, dans le

débat européen, pourquoi taire systématiquement le rôle majeur du Général dans la réconciliation franco-allemande et dans la mise en œuvre, en 1958, du traité de Rome ? Il existe aussi des mensonges par omission.

Etre gaulliste aujourd'hui, c'est veiller à ce que la France garde son âme et son corps dans la construction en cours de l'Europe, sans rien concéder à la tentation technocratique et fédéraliste.

Etre gaulliste aujourd'hui, c'est s'efforcer de sauvegarder les institutions de la Ve République, les seules capables d'assurer l'efficacité et la continuité d'une politique. Sans renoncer, pour autant, à une modernisation qu'appelle l'évolution des temps, ni à la vigilance qu'impose la tendance d'un pouvoir vieillissant à s'abstraire du contrôle populaire.

Etre gaulliste aujourd'hui, c'est affirmer l'indépendance et l'autorité de l'Etat, au-dessus des factions et des groupes d'intérêts, en libérant l'économie et la société du jeu aveugle des marchés et de la pression des féodalités.

Vaste programme, aurait dit De Gaulle ! Pourquoi pas ? Il appartiendra aux jeunes générations qui arrivent aux responsabilités de relever ces défis : pour y parvenir, les références gaulliennes ne devraient pas leur être inutiles.

Jean CHARBONNEL
Ancien ministre

“ *La France, c'est
tous les Français.
Ce n'est pas la gauche,
la France.
Ce n'est pas la droite,
la France.* ”

Charles de Gaulle
16 décembre 1965



*Cette entreprise, si on l'appelle «Gaullisme» depuis 1940,
n'est que la forme contemporaine de l'élan de notre pays.*

Conférence de presse du général de Gaulle, 9 septembre 1968.



NOTRE MEMOIRE

Notre Mémoire

L'autorité du général de Gaulle a été curieusement sollicitée, au cours des récentes semaines, pour tenter de justifier la thèse des partisans de l'entrée de la Turquie dans la Communauté européenne : De Gaulle aurait été à l'origine, en 1963, d'une promesse faite en ce sens au gouvernement d'Ankara. En fait, il n'en fut rien. C'est pour rétablir la vérité que nous citons, ci-après, les passages les plus significatifs de la réponse que fit le Général, le 25 octobre 1968, au toast que lui avait adressé le président de la République turque en le recevant dans sa capitale.

Toutes les autres allégations ne sont que grossières fabulations.

«Car, dans ce que veulent aujourd'hui, d'une part les Turcs, d'autre part les Français, que de choses leur sont communes ! Dès lors que le développement, économique, scientifique, technique, culturel, est devenu partout une aspiration générale et une impérative obligation, rien n'est plus indiqué qu'une coopération entre la Turquie et la France. En effet, si celle-ci est en train d'accomplir une profonde transformation par rapport à ses structures et habitudes traditionnelles, de remplacer son protectionnisme d'antan par des échanges extérieurs de plus en plus étendus, de déployer un essor grandissant dans les activités de pointe, celle-là, de son côté, à choisi, à partir de l'affirmation nationale et de l'impulsion géniale d'Atatürk, de sortir des cadres anciens, de mettre en œuvre toutes ses ressources matérielles et toutes ses capacités humaines, de nouer avec d'autres pays des rapports qui puissent l'aider

à accélérer sa marche. Or, le fait est qu'à cet égard, il n'est point de griefs, de rivalités, de méfiances, qui séparent les deux nations. Au contraire, le caractère de leurs économies, les sympathies naturelles et les liens séculaires existent entre leurs élites aussi bien qu'entre leurs peuples, les engagent à conjuguer leurs efforts pour le progrès.

D'autant mieux que, dans l'univers tel qu'il est et tel qu'il évolue, les situations respectives de la Turquie et de la France leur offrent les meilleures raisons de rapprocher leurs politiques [...] Sans doute, du fait des conditions géographiques, stratégiques et économiques différentes où elles se trouvent placées, peuvent-elles donner des formes diverses à leurs alliances. Mais, par-dessus tout, elles veulent rester maîtresses d'elles-mêmes et pratiquer avec tous autres Etats les rapports qui leur sont utiles. A nous, Français, il semble donc que les Turcs entendent, comme nous, voir le système des deux blocs, qui autour de deux hégémonies divise actuellement l'Europe et se répand sur l'Orient, faire place à la détente, à l'entente et à la coopération internationales. N'y a-t-il pas là tout ce qu'il faut pour que les deux pays accordent leurs politiques, comme en d'autres temps les avaient accordées vos sultans et nos souverains, Süleyman et François Ier, Selim et Napoléon, Abdul-Aziz et Napoléon III et comme, d'instinct, votre République et la nôtre se trouverent disposées à le faire, quand le gouvernement de Paris, le premier de tout l'Occident, reconnut celui d'Ankara après les immenses secousses d'où sortit la Turquie nouvelle ?»

Discours et Messages

Edition Plon, tome V, p. 340-2

POINT DE VUE

Point de vue

L'élargissement de la construction européenne n'a pas fini de modifier la donne internationale.

M. Joël BROQUET, président du Carrefour des acteurs sociaux, insiste ici sur ce que peut apporter à cette construction, à l'Afrique et à la France l'arrivée de huit pays issus de l'Europe centrale et orientale, et il envisage plusieurs actions pour développer ce mouvement.

Le concept d'Eurafrique est non seulement récurrent dans l'approche géo-politique européenne mais encore traduit des visions propres à chaque nation d'Europe ; le concept se prête à mille variations où s'entremêlent l'Histoire, la géographie, les idéologies, religions et autres nostalgies.

Avec l'émergence laborieuse et incertaine de l'Europe comme acteur autonome de la géopolitique mondiale, le concept d'Eurafrique ne peut que gagner en épaisseur... et en complexité. Une hypothétique vision européenne de la relation eurafricaine est-elle destinée à supplanter les visions que s'était forgées chacune des nations d'Europe ou, au contraire, verra-t-on se surajouter à celles-ci une perspective européenne autonome ?

De plus, l'arrivée, toute récente dans l'Union Européenne, de huit pays issus de l'Europe Centrale et Orientale, modifie substantiellement la relation eurafricaine. Les nouveaux pays issus des «P.E.C.O.» ont en effet une relation à l'Afrique radicalement différente de celle des anciens membres de l'U.E, dont presque tous sont héritiers d'une tradition eurafricaine. Ces pays «entrant» n'avaient pour connaissance de l'Afrique que celle acquise, il y a au moins 15 ans, dans le sillage des Soviétiques. Ils vont devoir apprendre l'Afrique nouvelle, comme les Africains devront apprendre l'Europe élargie.

L'expertise française peut y aider ; tant celle de l'Etat que celle des collectivités locales, des entreprises et des organisations professionnelles ou consulaires.

Il y a, d'abord, la spécificité française de la relation eurafricaine, avec ses ombres et ses lumières, mais aussi avec sa densité. Cette spécificité n'englobe d'ailleurs pas seulement celle propre à l'espace francophone mais s'est étendue à toute l'Afrique. Il y a, ensuite, l'influence de cette spécificité française, et belge, voire portugaise, sur la conduite des politiques de l'Union Européenne. Il faut encore faire remarquer la polyvalence de nombre de consultants français qui ont su enrichir leur pratique africaine de l'expérience des P.E.C.O.

D'une manière ou d'une autre, les nouveaux pays de l'U.E devront d'abord assimiler les politiques africaines de l'Union et ensuite définir ou redéfinir leur relation à l'Afrique. Nous devons faire l'effort de les y aider, comme nous devons faire l'effort d'aider les Africains à mieux percevoir l'Europe nouvelle. De plus, il ne faut pas oublier que, dès maintenant, notre réflexion sur l'Eurafrique englobe les pays balkaniques et danubiens : comment les Français pourraient-ils oublier la Roumanie ?



Quels points d'application donner à ce nouveau partenariat eurafricain ?

Le club du partenariat eurafricain qui s'est constitué au Sénat le 30 juin dernier a déjà défini quelques objectifs :

- dans l'immense débat sur les délocalisations, notre rôle devrait être de montrer que le tropisme asiatique ne doit pas faire oublier une proximité africaine (et nord-africaine) emportant tout à la fois des relations de confiance (on se connaît) et de défiance (la pression migratoire s'accroîtra si l'Europe ne concourt pas mieux au développement). De cela, il convient d'informer les P.E.C.O ;

- en s'élargissant à l'échelle de deux continents, la nouvelle relation eurafricaine appelle un effort d'information qui devrait se traduire

par des actions où Paris jouerait le rôle d'interface sur le thème : «les P.E.C.O rencontrent l'Afrique». Saluons ici le colloque organisé en octobre par l'Institut culturel polonais sur le thème «Afrique-Pologne-Europe» ;

- les entreprises françaises disposent assez souvent de la double expérience P.E.C.O / Afrique. Par le biais de partenariats ou d'action d'essaimage, elles pourraient contribuer à enrichir et dynamiser la triangulation France-P.E.C.O-Afrique.

- des actions de sensibilisation pourraient être conduites en direction des grandes institutions internationales (par exemple la F.A.O.), des organismes consulaires, des organisations patronales et syndicales, pour les inciter à organiser le lien eurafricain ■

DIALOGUES

Dialogues



1 *Que pensez-vous des résultats des élections américaines ?*

La Lettre d'Argos : Nous ne surprendrons personne en reconnaissant que le résultat intervenu n'était pas celui que nous souhaitions.

Que s'est-il passé ? Une majorité – nette mais sans raz de marée – du peuple américain a voté pour l'homme qu'elle croyait le plus apte

à protéger le pays du risque terroriste (pourtant largement accru par la politique menée par M. Bush) et d'une subversion de valeurs morales toujours en honneur dans ses masses profondes. Ce choix appartient à l'Histoire : il nous revient d'en prendre acte et de le respecter, sans aliéner pour autant notre liberté de jugement.

Nous formulerons néanmoins, dès maintenant, un vœu : c'est que la réconciliation qui s'imposera tôt ou tard avec les Etats-Unis ne se fasse pas au détriment de nos principes, au Moyen-Orient, en Afrique, dans le monde. Le général de Gaulle l'avait déjà dit, en toute clarté, au président Kennedy, il y a un peu plus de quarante ans : amitié et coopération, oui ; subordination, non... Ce De Gaulle que Roosevelt avait accusé, pendant la guerre, de se prendre pour un Messie, sinon pour Dieu lui-même ! C'est encore l'Histoire, par une de ces ironies dont elle a le secret, qui doit nous convier, inlassablement, à la prudence et à la modestie.

2 *Comment évoluent les problèmes européens ?*

La Lettre d'Argos : Pour le référendum national, sur le projet de Constitution européenne, le compte à rebours a commencé : le

référendum interne au parti socialiste, organisé le 1er décembre, vient d'en marquer une étape significative, mais non décisive.

Sur le fond, nous voyons toujours s'affronter des arguments que chaque camp s'efforce de rendre plus accessibles à l'opinion publique, souvent déroutée par la complexité et l'obscurité du texte. A ce stade du débat, nous noterons seulement qu'aucune réponse n'a été apportée aux questions, pourtant élémentaires, que nous avons posées dans notre précédent numéro. Quelle place exacte réserver à la Commission de Bruxelles, dont nous rappellerons une fois encore qu'elle est un collège d'experts et non «l'exécutif de l'Europe» comme l'écrivent trop souvent des médias ignorants, ou orientés ? Dans quelles conditions procéder à une éventuelle révision du traité ? Quel volet social et fiscal crédible serait-il possible de lui adjoindre si le «non» l'emportait ? Quel poids rendre à la France, dans une structure hâtivement bâtie, où M. Barroso risque de trébucher ? Autant de problèmes dont la solution pèsera lourd dans la décision que le peuple français sera amené à prendre dans les prochains mois : faudra-t-il voter «oui» à un compromis sans souffle ni génie mais politiquement habile – ou «non», avec l'espoir de tout remettre à plat pour repartir du bon pied et parvenir, enfin, à l'Europe que nous voulons ? Le destin du pays, ne l'oublions pas, sera en cause, et non les parcours présidentiels de 2007...

Bien entendu, notre *Lettre* prendra position, le moment venu, sur un aussi grave enjeu. Nos lecteurs, nos amis sont, dès maintenant, invités à nous faire part de leur point de vue, ce qui nous permettra de présenter, quand ce sera nécessaire, une analyse argumentée et des propositions précises.

3 *Estimez-vous que la Turquie doit, ou non, rapidement ou à terme, être intégrée dans l'Union européenne ?*

La Lettre d'Argos : Notre réponse, comme celle de beaucoup d'autres Français, est et demeure totalement négative, ainsi que nous l'avions indiqué dans ces colonnes dès décembre 2002.

Certes, nous devons le regretter pour la Turquie elle-même, dont les élites les plus modernistes souhaitent sincèrement cette intégration, afin de mieux faire face au péril islamiste. Et, en tant que Français, nous n'oublions

pas les liens anciens et souvent étroits qui, au cours des siècles, s'étaient établis avec ce grand pays, ainsi que l'avait rappelé le général de Gaulle, en 1968, dans le texte que nous citons.

Mais ce que nous devons surtout regretter, c'est que le problème ait été aussi mal posé, par la faute de la Commission européenne assurément mais aussi de beaucoup d'hommes politiques et de la plupart des médias de notre pays. Car s'il faut, bien entendu, souhaiter que les codes turcs s'ouvrent plus complètement aux valeurs humanistes de l'Occident, si l'on peut rêver que la Turquie reconnaisse un jour le génocide arménien et la spécificité du problème Kurde, là n'est pas l'essentiel pour décider s'il convient, ou non, d'accueillir cet Etat dans l'Union. Ce qui doit compter, ce sont les données permanentes de la géographie et de l'histoire qui s'y opposent, pour des raisons tellement évidentes qu'il ne nous semble pas nécessaire de les rappeler une fois encore, alors qu'aucun élément nouveau n'est intervenu.

Pourquoi, dès lors, s'entêter dans une position aussi absurde ? Pourquoi refuser d'envisager la possibilité, raisonnable et constructive, de proposer au gouvernement turc une formule de partenariat privilégié, comme demain peut-être au Maghreb ou à l'Ukraine ? Pourquoi avoir cherché à faire endosser au général de Gaulle la paternité de la folle promesse d'intégration qui aurait été faite en 1963 à la Turquie par la France et l'Allemagne ? Est-ce pour d'obscurs motifs de politique intérieure ? Est-ce pour compromettre les chances d'une Europe vraiment «européenne», c'est-à-dire indépendante ? Est-ce pour s'aligner sur les convenances de l'O.T.A.N et l'impératif américain ? L'avenir nous le dira peut-être. En tout cas, nous resterons vigilants, quelle que soit la décision prise le 17 décembre par les chefs d'Etat et de gouvernement.

4 *Comment concevez-vous, en cette fin d'année 2004, l'avenir des principales formations politiques ?*

La Lettre d'Argos : Nous serons très prudents car, là aussi, tout va vite en ce moment.

Les deux plus grands partis, l'U.M.P et le P.S, ont au moins ceci de commun qu'ils restent, pour l'heure, profondément divisés.

Pour le parti socialiste, qui avait fait un parcours électoral particulièrement brillant en 2004, c'est le débat européen qui a provoqué une faille que le référendum du 1er décembre ne suffira sans doute pas à résorber. La violence de l'affrontement, la force des pressions exercées en France et à l'étranger sur les partisans du «non» ne devraient pas être de sitôt oubliées. Peut-être l'historien comparera-t-il un jour cette situation à celle que l'ancêtre du P.S, la S.F.I.O, avait connue il y a 50 ans, à propos de la politique européenne déjà, quand une moitié du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée nationale avait exclu l'autre !

En ce qui concerne la droite et le centre, en principe regroupés dans l'U.M.P, les discordances, manifestées tous les jours sous des prétextes divers, sont évidemment liées à l'entreprise de conquête du parti menée par Nicolas Sarkozy, tandis que le gouvernement de M. Raffarin poursuit son cours incertain.

Les résultats très serrés de l'élection législative de Bordeaux le 21 novembre, le sacre tumultueux de l'ancien ministre des Finances les 27 et 28 novembre, le verdict mesuré du procès intenté à Alain Juppé ont été autant de jalons dans une évolution qui s'annonce d'ores et déjà mouvementée pour l'ancien parti chiraquien.

A suivre... ■

A nos abonnés, à nos lecteurs...

Nous voudrions souhaiter à tous une heureuse année 2005, malgré les difficultés qu'ils pourront rencontrer dans leur vie personnelle et professionnelle, malgré les incertitudes qui pèsent sur notre pays, malgré les drames qui ensanglantent le monde.

Nous nous efforcerons, avec l'aide de chacun, de poursuivre notre combat qui restera celui de la fidélité et de la vérité.

Pour l'amplifier encore, nous avons décidé d'ouvrir un site sur Internet, dont les coordonnées sont <http://gaullismesocial.free.fr>



Directeur de la publication :
Jean CHARBONNEL

Abonnement :
Chèques à l'ordre d'ARGOS
5 numéros par an : 30 €
Abonnement de soutien : à partir de 76 €

Rédaction :
14, rue Dupont des Loges - 75007 PARIS

Imprimerie :
CHAISTRUSSE s.a.
19105 BRIVE
Dépôt légal : Décembre 2004, n° 7801